

## LE TIERS-MONDE DANS LA CRISE ET L'AVENIR DES NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

3<sup>e</sup> colloque de l'Association des Economistes du Tiers-Monde.  
Alger 8-11 octobre 1979

Créée à Alger en février 1976, l'Association des Economistes du Tiers-Monde (1) a tenu son troisième colloque international à Alger du 8 au 11 octobre 1979, sur le thème • *Le Tiers-Monde dans la crise et l'avenir des négociations internationales*. Succédant aux deux premiers colloques qui se sont tenus, l'un à Alger en novembre 1977 sur le thème de *l'industrialisation et la technologie en Afrique*, et l'autre à Paris (Vincennes) en septembre 1978 sur le thème de *la France et le Tiers-Monde*, ce troisième séminaire marque une étape importante dans la progression des activités de l'Association. Association dont le secrétariat exécutif est, depuis sa fondation, placé sous la responsabilité du professeur Abdellatif Benachenhou, de l'Institut des Sciences Economiques d'Alger. Le colloque d'octobre 1979 a regroupé près d'une cinquantaine d'économistes venant de trois continents d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine auxquels se sont joints, à titre d'observateurs, de nombreux économistes occidentaux, notamment français.

Deux questions centrales ont été examinées au cours de ce colloque :

### I) *La question de la crise.*

- Le problème de la crise en général.
- La crise en Asie.
- La crise en Afrique.
- La crise au Moyen-Orient.
- Les effets de la crise sur l'industrie sidérurgique mondiale.

### II) *La question des négociations internationales et de leur avenir.*

- Le NOEI.
- Le transfert de technologie.
- La question du Droit de la Mer.

(1) Cf. l'article de DESTANNE et BERNIS sur le 1<sup>er</sup> Congrès des Economistes du Tiers-Monde. Alger, février 1976, ed. AAN 1976 : p. 1031 à 1642.

## I. - LA QUESTION DE LA CRISE

Dans le rapport introductif qu'il présenta en guise d'ouverture du colloque, en présence du Directeur Général Adjoint de l'Organisme National de la Recherche Scientifique (ONRS), A. Benachenhou secrétaire exécutif de l'Association, exposant le cadre général dans lequel les débats allaient s'engager, aborde d'entrée de jeu le problème de la crise. Une réflexion sur cette question devrait, selon lui, être envisagée sous trois éclairages différents :

A) D'abord du point de vue *du rôle idéologique* jouée par la notion même de crise. Dans cet ordre d'idées, il constate que :

1) la notion de crise est utilisée par les firmes et les états capitalistes pour opposer, pour diviser les travailleurs des pays capitalistes et les peuples du Tiers-Monde.

2) La « crise » est utilisée pour justifier les « restructurations industrielles » dans le « pays du Nord ».

3) Elle est utilisée également pour voiler l'absence de véritables politiques de réformes économiques profondes et l'absence de politiques de développement réel dans les « pays du Sud ».

4) Dans la théorie économique elle-même, la notion de crise est utilisée pour combattre « l'interventionnisme excessif de l'Etat », qui serait la cause de la crise.

B) Ensuite du point de vue de l'*interprétation théorique de la crise*, A. Benachenhou relève deux interprétations majeures :

- La première selon laquelle la crise économique du monde occidental est une *crise de la rentabilité du capital*, dont les causes sont attribuées, soit à la hausse du prix du pétrole (vision de plus en plus combattue, notamment au sein d'organisations internationales, comme le GATT etc...), soit à la *stagnation de la productivité du travail*.

- La seconde, selon laquelle c'est une *crise de régulation*, le contrôle sur le marché de l'emploi et de la monnaie échappant de plus en plus à l'Etat, du fait de la transnationalisation du capital.

C) Enfin du point de vue des manifestations, des effets et de l'ampleur de crise réelle qui affecte aussi bien les pays du Nord que les pays du Sud.

L'objet du colloque est précisément d'examiner les conséquences de la crise économique des pays de Nord sur les pays du Tiers-Monde. Concernant ces derniers, A. Benachenhou propose de distinguer ce qu'il appelle « le développement dépendant » qui, tant dans ses formes que dans son contenu peut être qualifié de crise permanente, du problème spécifique des effets de la crise actuelle sur le développement dépendant. Les effets de la crise sur le développement dépendant sont contradictoires :

1) Tout d'abord la crise est souvent un révélateur de la dépendance, du fait qu'elle renforce des tendances déjà préexistantes, comme la baisse générale de l'activité économique, l'aggravation de la détériorisation des termes de

l'échange, le caractère irrépressible de l'endettement et de la consommation de luxe.

2) Ensuite la crise aggrave la dépendance. De fait on assiste à l'heure actuelle, note A. Benachenhou, à un retour :

- Du contrôle direct des activités minières ou manufacturières par les firmes transnationales.

- Du bilatéralisme.

- Des formes de gestion directe de la monnaie nationale par l'impérialisme.

Prolongeant l'exposé préliminaire du secrétaire exécutif de l'Association des Economistes du Tiers-Monde, plusieurs orateurs ont insisté notamment sur deux points : Analyser le rôle idéologique de la notion de crise dans chacun des pays dépendants d'un côté et approfondir la pertinence scientifique des concepts utilisés pour analyser les causes et les effets de la crise de l'autre; la question centrale étant de savoir de « quelle crise parlons-nous ? », comme l'a souligné dans une longue communication Léonard Willy, de Madagascar.

Pour comprendre la nature des rapports, qui ne sont pas univoques entre la crise dans le Centre et la crise de la Périphérie, L. Willy propose de distinguer deux notions : la notion de *crise générale du capitalisme*, au sens de Lénine, et la notion de *crise conjoncturelle*. C'est cette dernière notion qui définit, selon L. Willy, la crise qui frappe le monde occidental depuis le début des années 1970. Celle-ci se caractérise par le phénomène de suraccumulation du capital-argent engendré par la contradiction entre la capacité de produire et la capacité de consommer. Les monopoles utilisent l'inflation pour essayer d'accroître le prélèvement de la plus-value au travers d'une nouvelle stratégie qui consiste notamment à réorienter l'appareil productif vers de nouvelles filières (nucléaire...), à réaménager l'organisation du travail, et à délocaliser la production vers de nouvelles zones et de nouveaux espaces au sein du Tiers-Monde.

Parmi les zones visées par cette nouvelle stratégie de délocalisation, il y a évidemment l'Inde. Le professeur Sau Ranjit, de l'Indian Institute of Management of Calcutta, devait précisément exposer un tableau détaillé de la crise économique dans ce pays. L'Inde, dit-il se présente comme le cas-type pour une étude du « capitalisme sous-développé », comme l'Angleterre était du temps de Marx le cas-type pour une étude du capitalisme avancé. Partant de l'hypothèse que l'explication de la crise affectant le capitalisme sous-développé est radicalement différente de l'explication de la crise dans le capitalisme développée, le professeur Sau estime que c'est en termes de classes, en termes de conflits au sein des classes dominantes (et non pas entre les classes antagonistes) que doit s'analyser la situation des pays sous-développés, et notamment de l'Inde, face à la crise. La crise économique dans ces pays est fondamentalement liée à l'aggravation des conflits au sein des classes dirigeantes, classe industrielle et classe agraire, et non pas à la baisse du taux de profit, comme dans les pays développés. Une telle interprétation n'a pas manqué évidemment de soulever critiques et reproches. En particulier de nombreux intervenants ont reproché à M. Sau sa tendance à considérer la situation économique et sociale particulière

à l'Inde comme représentative de l'ensemble des pays de la périphérie. Cette interprétation n'est pas valable, lui a-t-on rétorqué, dans le cas des pays du Sud du Sahara, par exemple. En revanche le cas de certains pays d'Amérique Latine, l'Argentine en particulier, confirme assez bien ce type d'analyse. Par ailleurs, on a reproché au Professeur Sau d'avoir privilégié les aspects sociaux et politiques de la crise au détriment du contenu économique de la crise, et surtout d'avoir laissé de côté les effets réels de l'impérialisme dans ce pays. Dans l'absolu, l'interprétation de la crise en termes de conflit entre fractions de classes est acceptable théoriquement à la condition qu'on précise quel est l'objet du conflit. S'il s'agit du partage de la rente et du surtravail entre les classes dominantes, alors il faut faire intervenir le partenaire principal l'impérialisme, partenaire de grand poids surtout dans le cas de l'Inde. Si l'ampleur de la ponction opérée par l'impérialisme s'accroît, alors les classes dominantes auront tendance à renforcer l'oppression et l'exploitation des classes populaires afin de conserver leur « part du gâteau ». Dans ces conditions c'est l'aggravation des conflits entre classes dominantes et classes dominées et non pas seulement entre fractions de classes, qui se renforce. Et le conflit entre fraction de classes dépend également de l'attitude de chacune d'elle à l'égard de l'impérialisme.

Avec l'intervention de M. Bhagavan de l'Institut de Calcutta, actuellement professeur à l'Université de Stockholm, nous quittons le terrain de l'analyse en termes de classes pour celui de l'analyse économique pure. Le tableau que brosse le professeur Bhagavan de l'industrialisation en Afrique est en effet riche en données statistiques et en détails descriptifs concernant les diverses branches d'activité. La période d'étude choisie, 1950 à 1970, est certes une période antérieure à la crise, et se situe donc hors du thème du colloque. Mais cela n'atténue en rien l'intérêt de cet exposé. M. Bhagavan a abordé successivement les points suivants : les caractéristiques essentielles de l'industrialisation en Afrique, le problème de la propriété et du contrôle sur les produits de base, le contrôle sur le secteur des biens d'équipement et enfin les perspectives d'avenir. De cet exposé, il ressort que :

1) L'industrie manufacturière en Afrique est caractérisée, à l'exception de l'Algérie et de l'Égypte, pour la traite simple des matières premières, par l'absence du secteur des biens d'équipement, et par la dominance de la production de biens de consommation courante.

2) Cette industrie manufacturière en Afrique, exception faite de l'Algérie, de l'Égypte, de la Tanzanie et du Mozambique, est dominée par le capital privé, étranger et local.

3) Le secteur des biens d'équipement est quasiment inexistant en Afrique. 75 % des besoins en ce domaine sont satisfaits par les importations et le reste, 25 %, sont fabriqués par deux pays africains : l'Algérie et l'Égypte.

4) La crise renforce les tendances actuelles de la DIT, à savoir exportation de produits primaires et importation des biens d'équipement. Mais il n'est pas exclu que le capitalisme occidental envisage d'investir dans le secteur des biens d'équipement et dans certains pays africains. Lesquels ? M. Bhagavan ne répond pas à la question, mais les interventions qui ont suivi son exposé permettent de cerner le problème. De ces interventions il ressort en effet qu'il

faut distinguer trois types de pays en Afrique, selon la nature de l'Etat.

- Les pays où l'Etat est un Etat petit-bourgeois inféodé à l'impérialisme et donc sans politique nationale propre.

- Les pays où l'Etat est anti-impérialisme et par conséquent capable de lutter contre les conséquences de la crise.

- Les pays où l'Etat a tendance à l'embourgeoisement, et où la petite bourgeoisie au pouvoir cherche à partager la plus value avec les capitaux étrangers.

Avec l'intervention de Samir Amin sur *la crise au Moyen Orient et dans le Monde Arabe*, nous revenons à nouveau sur le terrain de l'analyse en termes de classes. D'emblée l'orateur adopte une définition très extensive de la notion de crise. Le Monde Arabe, dit-il, est en crise, et en crise à tous les niveaux : crise de l'unité arabe, du nationalisme, des mouvements populaires, crise idéologique. Même les pays « riches » sont en crise. La crise mondiale est essentiellement une crise de la Division Internationale du Travail et face à cette crise il y a deux stratégies : celle des Monopoles et celle des Etats petits-bourgeois, c'est-à-dire de l'ensemble du Tiers-Monde. La stratégie des Monopoles ne doit pas être confondue avec la stratégie du Nouvel Ordre Economique International, tel qu'elle est conçue par les pays d'avant-garde du Tiers-Monde, c'est-à-dire une stratégie visant à *associer un développement national autocentré et l'intégration dans la nouvelle DIT*. C'est un projet impossible à réaliser, selon Samir Amin, qui ajoute cependant, qu'il est difficile de porter un jugement définitif à l'horizon d'une expérience encore trop courte. Pour l'instant les modifications qui s'opèrent au sein de la DIT affectent beaucoup plus les relations Est-Ouest que les rapports Nord-Sud. Mais l'histoire récente du Monde Arabe illustre parfaitement l'impossibilité d'achever les tâches de libération nationale par les couches à vocation bourgeoise. Car la montée des mouvements nationaux révolutionnaires et l'aiguïsement des luttes des classes, durant les années 50-60, a fait que c'est dans cette région qu'est née la demande, l'exigence d'une nouvelle DIT et c'est là que s'est réalisée la seule victoire, toute relative du reste, du Tiers-Monde, celle de l'OPEC en 1973. L'échec global des mouvements nationalistes petit-bourgeois à débouché sur la montée, toute récente (exemple l'Iran) d'un mouvement d'inspiration néo-populiste, dirigé contre les alliances des classes hégémoniques des pays arabes et contre leur intégration dans la DIT.

C'est au niveau de la branche, et singulièrement au niveau de l'industrie sidérurgique mondiale, que la crise du système se relève avec le plus d'ampleur et d'acuité, c'est ce qu'a essayé de démontrer Yashir, de l'Institut des Sciences Economiques d'Alger. C'est également au niveau de la sidérurgie mondiale que peuvent le mieux être saisies les formes concrètes de la réponse de l'impérialisme face à la crise : délocalisation des activités, redéploiement et décentralisation des investissements etc... L'analyse de la crise dans la sidérurgie mondiale révèle la nature de la crise mondiale qui est à la fois crise dans le Centre et crise dans la Périphérie, qui est aussi crise dans le système et crise du système, c'est-à-dire, en dernière analyse, crise dans les rapports entre pays et entre classes.

## II. - CONDITIONS ET PERSPECTIVES DES NÉGOCIATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES

La crise des pays capitalistes a-t-elle affectée les conditions dans lesquelles se jouent les négociations internationales et notamment les négociations Nord-Sud ? Partant d'un constat d'échec de ces dernières négociations, A. Benachenhou se pose la question de savoir si cet échec résulte d'une volonté délibérée des pays occidentaux, ou s'il résulte du fait que les pays du Tiers-Monde n'ont pas su négocier à cause notamment de la division qui règne dans leur rang. Quelle est la nature, quelles sont les causes des blocages qui caractérisent ces négociations ? Par ailleurs comment le Tiers Monde va-t-il négocier dans l'avenir, et qui du Tiers-Monde a-t-il intérêt à négocier, compte tenu des nouvelles conditions apparues à la faveur de la crise, notamment le renforcement du protectionisme dans les pays capitalistes développés, et la participation croissante des pays socialistes aux négociations internationales ?

Autant de questions pertinentes que l'Assemblée réunie à Alger n'a pas eu le loisir d'examiner toutes, le calendrier de travail ayant été à maintes reprises bousculé du fait notamment de l'ampleur des thèmes inscrits à l'ordre du jour. Les travaux relatifs à cette II<sup>e</sup> partie du colloque se limiteront par conséquent, pratiquement, à une seule mais importante communication, celle du Professeur Ahmed Mahiou, de l'Institut des Sciences Juridiques d'Alger, sur *Les négociations relatives au Droit de la Mer*. Membre de la délégation algérienne à la Conférence sur le Droit de la Mer, A. Mahiou a participé régulièrement à toutes les réunions organisées dans ce cadre et c'est par conséquent en fin connaisseur des mécanismes internes de la conférence qu'il aborda la question. L'orateur commence par souligner l'ampleur de l'enjeu de cette conférence. Des ressources économiques maritimes immenses : la pêche représente par exemple 10 % de l'ensemble des protéines consommées dans le monde, 500 à 600 millions de tonnes de pétrole, 10 à 15 % des réserves mondiales de gaz naturel. En outre les pays les plus riches accaparent les zones les plus riches, et 25 pays détiennent à eux seuls 50 % des zones économiques maritimes.

Le système d'exploitation projeté est alors le suivant : Au-delà de 200 milles (380 km), le fond des mers est institué en patrimoine commun de l'humanité. Les ressources de ce patrimoine sont exploitées sous l'égide d'une organisation internationale dénommée l'Autorité. Celle-ci octroie des permis à des entités privées ou publiques ou à des Etats. Les permis portent sur des zones qui sont alors divisées en 2 secteurs dont l'un est réservé à l'entreprise de l'Autorité. C'est ce qui est appelé Système d'Exploitation Parallèle, dans le cadre de la 3<sup>e</sup> Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, par opposition au système dit Unique projeté au début des négociations par le groupe des 77 qui estimait que seul l'entreprise de l'Autorité devait exploiter le patrimoine commun de l'humanité. Par conséquent ces firmes contrôleront, directement ou indirectement, l'exploitation de l'ensemble des zones économiques maritimes.

A. Mahiou expose alors, exemples précis à l'appui, la tactique que les pays capitalistes vont mettre à l'œuvre pour tenter de briser la solidarité des pays du Tiers-Monde. Les travaux de la conférence sont répartis en trois comités. Or l'une des subtilités de la tactique des pays du Nord consiste à fractionner encore plus ces travaux en sous-commissions, en groupes, etc... pour éparpiller, émietter les délégations du Tiers-Monde, déjà peu étoffées et moins préparées techniquement pour affronter des débats qu'on s'évertue à techniciser au maximum, en utilisant par exemple des modèles mathématiques très complexes...

A l'issue de ce 3<sup>e</sup> colloque de l'Association, il a été décidé de mettre sur pied une cellule de recherche sur le thème de la crise économique, cellule qui regroupe, en plus de la majeure partie des chercheurs du Centre Algérien de Recherche en Economie Appliquée (CREA), trois économistes indiens et deux économistes vietnamiens. L'un des initiateurs du projet, M. Nguen Dong, Professeur à l'Université de Nanterre, en expose les grandes lignes. Deux hypothèses doivent nous guider, dit-il dans l'étude de la crise : d'une part l'idée que la crise du système impérialiste a vraisemblablement été engendrée par la lutte de la Périphérie et d'autre part l'idée que la crise est une crise des rapports d'exploitation, une crise de la reproduction des rapports capitalistes. D'où les quatre propositions d'étude suivantes, destinées à confirmer ou infirmer les hypothèses de départ.

1) Analyse du transfert de technologie dans la crise, comme lieu d'expression privilégié des rapports capitalistes, donc de la crise dans ces rapports.

2) Etude du nouveau mode de gestion de la force de travail, discipline du travail, mode migratoire, formes de mobilité de travail, etc...

3) Analyse de l'approfondissement des différenciations des classes dans les divers pays de la Périphérie et du Centre (nouvelles formes d'alliances de classes, rapports syndicats-Etat, etc...).

4) Etude des limites et des possibilités d'action de l'Etat-Nation, considéré comme acteur des négociations économiques internationales, l'un des acteurs sur la scène internationale face aux firmes transnationales.

Le projet de recherche qui est proposé n'est pas le projet de l'Association des Economistes du Tiers-Monde, a précisé M. Dong. Cependant celle-ci accepte d'en assurer le parrainage scientifique.

Larbi TALHA.